

CTM DU 04 JUILLET 2012

DECLARATION LIMINAIRE DE LA FEDERATION DES FINANCES CGT

Les exigences du monde du travail sont globalement les même partout en Europe, les salariés européens, toujours plus nombreux, rejettent les politiques qui mènent à une concurrence vers le bas, que ce soit en matière de droits du travail, de salaires, de temps de travail, de services publics, de protection sociale, de fiscalité ou d'environnement. A ce titre la CGT, comme la Confédération Européenne des Syndicats, s'oppose à la ratification du pacte budgétaire européen.

En France, les salariés et un certain nombres d'organisations, notamment la CGT, ont rendu possible le changement de Président et de majorité politique. Ces élections ont montré une aspiration et une exigence fortes de changements...De nouvelles politiques sociales, économiques, budgétaires, fiscales, monétaires, industrielles, environnementales...pour ne citer que quelques exemples doivent être mises en place et négociées avec les organisations syndicales représentatives des salariés... Sortir au plus vite de la crise systémique, nécessite des mesures radicalement différentes de celles menées précédemment.

C'est pourquoi les premières mesures gouvernementales auraient du mettre un coup d'arrêt à toutes les réformes régressives imposées depuis de nombreuses années...

Certes le discours de Politique générale prononcé hier par M Eyraud est marqué par un volontarisme en matière de « reconquête industrielle », évoque la nécessité de « rompre avec la désindustrialisation » et parle d'un « État stratège ».

Mais il propose aussi, d'accepter sous une autre forme, la poursuite de politiques déjà engagées par le gouvernement précédent, certes avec quelques amendements, et en particulier la mise en œuvre de mesures fiscales pesant sur les contribuables les plus fortunés.

Cependant sur certains dossiers, le cap restera globalement inchangé : ce sera celui de l'austérité.

En effet, entre les lignes, on peut comprendre qu'il y aura un nouveau tour de vis pour les agents de la Fonction Publique quelque soit leur statut.

Je cite M Ayraud: «*J'ai lu ces derniers jours que le fait de réserver les créations d'emplois publics aux secteurs prioritaires devait s'interpréter comme un « tournant de la rigueur ». Je m'inscris en faux contre cette affirmation. Les effectifs de l'Etat connaîtront une stabilité globale*»

Si l'État veut stabiliser les effectifs tout en créant des postes dans les ministères prioritaires, il n'y aura d'autre choix que de bloquer la masse salariale :

- en gelant le point d'indice, les avancements, les mesures catégorielles...
- en continuant à supprimer des emplois sur les missions jugées «non prioritaires»

Cet objectif budgétaire, est bien le contenu de la lettre de cadrage envoyée aux ministères et fixant des priorités draconiennes :

- baisse des effectifs de 2,5 % par an
- les crédits d'équipement du budget de l'Etat baisseraient de 15% sur ces trois années, tout comme les crédits d'intervention qui regroupent notamment les crédits sociaux de l'Etat.

Si rien n'évolue, le cadrage de la politique économique d'ensemble resterait globalement inchangé, marqué par une double rigueur : rigueur salariale et rigueur budgétaire.

A l'opposé des propositions gouvernementales La fédération des Finances CGT et ses syndicats pensent que la nouvelle donne politique doit permettre de passer de la crise systémique à un nouveau modèle de développement humain durable. En effet la CGT propose de lier l'économique au social et ainsi développer une autre répartition des richesses pour satisfaire les besoins sociaux et y compris reconquérir les activités et l'emploi industriels. Pour la CGT Il s'agit alors, de défendre une nouvelle conception de l'intervention publique. A cette fin, il y a urgence à aller encore plus loin dans l'expertise de la dette publique. C'est tout le sens de l'appel du « collectif pour un audit citoyen de la dette publique ».

Portée par un corpus revendicatif extrêmement ambitieux, La CGT participera à la conférence sociale du 9 et 10 juillet prochains. Pour la CGT, la réussite de cette conférence résidera notamment dans sa capacité à aboutir sur des mesures concrètes et cohérentes permettant de répondre aux préoccupations et aux attentes des salariés, des privés d'emploi et des retraités. Si cette conférence échouait nous saurions en tirer toutes les conséquences....

Par ailleurs sur l'ensemble des contentieux revendicatifs « aux finances » la CGT demande une série d'actes forts synonymes de rupture avec le quinquennat précédent et garants de justice sociale :

► Les missions :

- Réforme rapide et profonde de la fiscalité
- Création d'un pôle financier public par la mobilisation des établissement et institutions financières publics et semi-publics
- Réhabilitation des missions de contrôles et de conseils
- Consolidation d'une véritable statistique publique indépendante au service de l'ensemble des acteurs économiques
- Politique monétaire et du crédit

Le travail au cœur du changement :

- Arrêt des suppressions d'emploi, arrêt de la REATE et sortie de la DGCCRF et de l'Industrie de ce dispositif, abrogation de la Loi dite de mobilité avec bilans contradictoires des réformes passées et en cours. (Bercy et opérateurs de l'Etat)
- Arrêt des externalisations, maintien d'un réseau informatique de pleine compétence, rejet du corps interministériel des informaticiens.
- Véritable gestion prévisionnelle et pluriannuelle des emplois (volume, recrutement, formation initiale et continue, qualifications)
- Respecter et améliorer l'accord sur les non titulaires, finalisation du dossiers enquêteurs de l'Insee, abrogation du recours à l'intérim dans la fonction publique
- Compenser les pertes de pouvoir d'achat et revalorisation de la grille indiciaire (annulation du dispositif PFR, jour de carence, indisposition, accès linéaire au 8ème échelon C..)
- Mise en œuvre d'une réelle égalité professionnelle et éradication de toutes discriminations
- Renforcement et application des Plan Santé au travail, dossier

Amiante et containers. Reconnaissance de la pénibilité.

- Redéfinition et amélioration du champ de l'action sociale (actifs et retraités), assurer le financement de l'œuvre des Orphelins des Douanes,
- Garantir l'avenir de la MGEFI à titre d'opérateur exclusif de la mise en œuvre d'une protection sociale complémentaire, dans les domaines de la santé et de la prévoyance dans nos ministères.

Relations sociales

- Respect de la loi de 2008 et des accords de Bercy
- Consolidation des droits syndicaux assis sur la représentativité
- Enjeux de négociations, accords majoritaires
- Rétablir le droits de grève pour tous et abolir le 1/30ème
- Garantir pleinement et améliorer les conditions de l'exercice du droit syndical (rôle et place des élu-e-s et mandaté-e-s, reconnaissance du parcours militant)
- Obtenir un réel droit d'intervention des personnels sur leur lieu de travail

M Ayraut a affirmé vouloir rénover le dialogue social et insiste également sur la démocratie sociale et le rôle des représentants des salariés. Pour la CGT Finances, il est grand temps de faire vivre les accords de Bercy, de sortir de la concertation pour entrer dans un cycle de négociations. Un des thèmes prioritaires devra être celui du travail et de l'emploi. Ne doutez pas que les salariés finances sauront se mobiliser pour qu'aboutissent leurs revendications.

Montreuil le, 16 juillet 2012